

Il n'y a pas d'argument pour le maintien de Cuba sur la liste terroriste



La Havane, 12 nov (RHC) Bruno Rodríguez Parrilla, ministre cubain des Affaires étrangères, a affirmé qu'il n'existe aucun argument valable et raisonnable pour le maintien de Cuba sur la liste unilatérale du Département d'État des États-Unis des pays qui soutiendraient le terrorisme.

Le ministre cubain des Affaires étrangères a qualifié d'inadmissible cette action, en particulier lorsqu'elle est menée contre une nation victime du terrorisme et qui subit encore l'instigation impunie de la violence et d'actes terroristes promus précisément par les États-Unis.

De même, Bruno Rodríguez Parrilla a souligné dans son message la conduite permanente de Cuba de rejet ferme et de persécution de toute forme ou manifestation de terrorisme, qui est reconnue au niveau mondial.

La liste des États soutenant le terrorisme est un mécanisme de politique étrangère qui sanctionne les pays que les États-Unis considèrent comme ayant soutenu des actes de terrorisme international.

Cuba a été inscrite pour la première fois sur la liste sous l'administration du président Ronald Reagan en 1982 et y est restée jusqu'en 2015, en raison de la décision du président Obama de la retirer de la liste, ce qui a représenté une étape importante dans les efforts visant à forger une relation plus constructive avec la plus grande île antillaise.

Cuba a été redésigné comme État soutenant le terrorisme le 12 janvier 2021, à la fin de la présidence de Donald Trump, et l'administration Biden a maintenu ce statut.

L'inscription de Cuba sur la liste crée des obstacles supplémentaires à l'aide humanitaire à un moment où le pays est confronté à des pénuries de produits de base et de fournitures médicales qui ont été exacerbées par l'impact économique persistant de la pandémie, le renforcement des sanctions nord-américaines sous l'administration Trump, le blocus qui dure depuis des décennies et une hausse mondiale des prix des denrées alimentaires.

En raison de l'inscription sur la liste, les banques, les institutions financières, les entreprises et les investisseurs hésitent à s'engager avec Cuba et cela tout en limitant les individus à ouvrir des comptes bancaires étrangers, à utiliser des instruments pour les collectes et les paiements internationaux, et à contracter des serveurs et des services en ligne.

La désignation empêche également les établissements d'enseignement nord-américains de mener des recherches importantes et interdit de soutenir les universitaires cubains (Source : ACN).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/339118-il-ny-a-pas-dargument-pour-le-maintien-de-cuba-sur-la-liste-terroriste>



Radio Habana Cuba